Une agitation malsaine

Par ALJ.

Il suffit que les autorités prennent quelques mesures relatives à la sécurité pour que des pêcheurs en eaux troubles commencent à créer une agitation malsaine. Ils ont commencé par essayer de provoquer une fronde au sein de la PNH, en diffusant la rumeur sans fondement de la révocation imminente du chef de la Police. Mais “Twou manti pa fon”. La situation s'est vite calmée.

Néanmoins, leur précipitation à s'en prendre à la nomination de du nouveau Secrétaire d'État à la Sécurité publique (SESP) peut faire penser qu'ils en avaient vent et que c'était la vraie raison de la campagne de confusion par anticipation, qu'ils n'ont pas tardé de lancer en reprochant au gouvernement de vouloir empiéter sur les pouvoirs du DG de la PNH, juste parce qu'il a confié le poste à un personnage connu pour sa rigueur dans la lutte contre le banditisme. Ils brandissent pour preuve un projet d'arrêté. Quand est-ce qu'un document pour discussion a jamais été une preuve?

Mais pire, ils ne citent aucun projet d'article qui pourrait signifier une quelconque intention malveillante.

Prenant leur ton de magister dixit et fort de leur passage à vide dans des postes où ils n'ont eu aucun palmarès, ils se contentent de faire des procès d'intention contre le pouvoir de transition ou le promu.

Aucun article du document incriminé ne donne droit au SESP de révoquer ou de prendre des mesures disciplinaires contre le DG;

Aucun article ne fait au DG l'obligation de se référer au SESP pour avoir son aval avant de prendre une mesure de sa compétence;

Aucun article n'autorise le SESP de passer des ordres au DG ;

Aucun article ne lui permet de choisir les stratégies et tactiques de la PNH;

Tout ce que nous voyons, ce sont des demandes de rapports.

Exiger que la PNH fasse rapport au gouvernement de l'état d'avancement de la politique sécuritaire dont le ministre de la Justice et de la Sécurité publique à la charge de s'assurer du succès, est-ce là le danger que perçoivent nos bouillants lanceurs d'alertes fictives.

Ils prétendent déceler une volonté de politiser la PNH ou de restreindre les prérogatives du DG de la PNH, en le soumettant à une tutelle.

Quels sont les projets d'article nourrissant de telles craintes?

Je n'ai pas lu ledit arrêté mais leurs critiques n'avancent rien de concret. Certains font état de faits connus, peut-être par eux seuls, telle que l'appartenance du SESP à un parti politique qu'il dirige. Dans un pays où nous avons tant de leaders autoproclamés, ce serait le seul chef de parti à garder l'anonymat.

En tout cas, aucun article n'est indexé dans leurs dénonciations douteuses.

On prétend que la PNH doit être apolitique en confondant ce qualificatif avec la notion de non partisan.

Combattre les gangs ou les financer sont deux orientations politiques. La façon de diriger ne saurait ne pas être une politique.

Nous avons assez souffert de la politique des pouvoirs qui ont toléré ou financé les gangs pour ne pas souhaiter avoir des responsables d'État décidés à les combattre dans leur derniers retranchements.

Messieurs les agitateurs, le peuple soutiendra tous ceux qui opteront pour cette politique de rupture, indépendamment de leur chapelle. Nous appelons au complot salutaire des patriotes pour sauver notre chère Haïti.

Il est vrai que certaines chapelles doivent bien s'inquiéter des derniers développements de la politique du gouvernement de Transition qui semble vouloir remonter aux sources de la violence terroriste. De tels changements dérangent et nuisent à certains intérêts.

Par contre, certaines personnalités ont une approche plus positive en lançant des mises en garde, sans nécessairement faire des insinuations gratuites. Notre brillant colonel a dans une déclaration mis en garde contre les risques de politisations de la PNH. C'est une préoccupation juste. Chat échaudé craint l'eau froide.

Soyons vigilants

André Lafontant Joseph

andrelafontant@hotmail.com